

Objektyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[92] (2004)**

Heft 1485-1486

PDF erstellt am: **15.05.2024**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

### **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



DR

Emmanuelle Joz-Roland

## Sommaire

# Ridicule? Vous avez dit ridicule?

### 4-5 actualité

La ville en jeux: un enjeu d'égalité?

### 6 Débat

Les femmes ont-elles une nature spécifique, différente de celle des hommes?

### 7 Actrice sociale

Brigitte Mantilleri: auteure et journaliste

### 10-11

Deux pages de l'Inédite

### 12 Dossier

Congé maternité: la Constitution enfin respectée?

### 18-19 Société

La violence contre les femmes: préoccupation majeure d'Amnesty International

### 20 Recherche

Macho, moi? On ne naît pas dominant, on le devient

### 21 International

Marche mondiale: pour une Europe de toutes: différentes oui, inégales non!

### 22 Lettre à l'émilie

### 23 Adresses utiles

Fribourg

Prochain délai de rédaction

10 septembre

J'ai beau retourner le problème dans tous les sens, je ne trouve pas d'explication satisfaisante. Pourquoi la Suisse est-elle le dernier pays d'Europe occidentale à n'avoir pas instauré d'assurance ou de congé-maternité?

De 1999, il me reste cette image incompréhensible. Le peuple suisse a refusé encore une fois l'assurance-maternité, un journaliste fait un micro-trottoir dans une maternité et demande à une jeune accouchée: «et vous, qu'aviez-vous voté?» Et la nouvelle mère, tout sourire, de répondre: «moi, j'avais voté non».

La société, même la moins traditionaliste, attend des femmes qu'elles deviennent mères. Les enfants, un peu partout dans le monde et surtout dans nos contrées sont des créatures chères à nos cœurs, que nous estimons devoir aimer, protéger, instruire, choyer.

Ce n'est donc pas du côté de la maternité que le bât blesse, c'est du côté du travail. Une grande partie d'hommes et de femmes de ce pays ont «bénéficié» de mamans toutes à leur disposition. Je ne suis pourtant pas bien vieille mais, dans les cantons ruraux dans lesquels j'ai fait mes classes, les remarques sur les pauvres chérubins qui venait à l'école la clef autour du cou allaient bon train. Une mère qui travaille, quel malheur! Carences affectives et échec scolaire assurés!

Pourtant, «tant bien que mal», garçons, et surtout filles, de ce pays se sont formé-e-s et sont entré-e-s sur le marché du travail. De plus en plus de femmes ont entamé des carrières professionnelles. Elles se sont débrouillées comme elles ont pu, assumant les journées de 15 heures et les nuits sans sommeil: l'assurance-maternité n'était toujours pas à l'ordre du jour et leurs partenaires toujours aussi peu enclins à se mêler de ce qui les regarde à savoir tâches ména-

gères et éducation des enfants. Il est vrai, nous sommes dans les années 80, 90 et la rigueur budgétaire est devenue l'argument rationnel par excellence: ce n'est pas une question de machisme, c'est une question de contrôle des dépenses! Mais, comme le faisait remarquer une féministe pertinente, si tout a un coût, quel est celui des dépressions chez les femmes qui n'ont pas pu mener la carrière qu'elles souhaitaient parce qu'entre épanouissement professionnel et amour maternel il faut choisir? Quel est le coût de l'angoisse lorsqu'avoir des enfants signifie une menace pour son emploi et donc pour ses revenus? Quel est le coût d'une mère stressée qui s'effondre parce qu'après le travail, les courses, le ménage, la cuisine, la vaisselle, les devoirs avec le grand, le petit dernier de onze semaines se met à pleurer?

Il est temps de prendre la mesure de l'implication des femmes dans la vie économique. Elles ont, hormis peut-être les aristocrates et les bourgeoises aisées, toujours travaillé. Alors plutôt que de pleurnicher sur le prétendu bon temps où papa était au travail, maman à la maison et les enfants soi-disant bien gardés, regardons la réalité en face. Septante-et-un pour cent des femmes suisses qui ont des enfants de moins de quinze ans travaillent en dehors de leurs foyers.

Est-ce à dire que 71% des femmes ne devraient pas avoir d'enfants? Ou que 71% des femmes devraient renoncer à leur activité professionnelle? Ces questions sont a priori ridicules et heurtent le bon sens le plus commun. Et pourtant en lançant un référendum contre les allocations perte de gain en cas de maternité, l'UDC les pose implicitement. De là à dire que l'UDC est ridicule il y a un pas que seul le résultat de la votation du 26 septembre nous permettra de franchir. ◊